

sations spécialisées créées pour les aider, l'accroissement du terrorisme, l'inquiétude de la population métropolitaine, le renforcement et la vigilance de la police dans la limite des moyens autorisés, la nécessité de mesures préventives, la justification de l'assignation à résidence, la portée de la modification de l'article 113 du Code d'instruction criminelle, l'incidence du refus des pouvoirs spéciaux sur le développement du terrorisme et le régime parlementaire [17 juillet 1957] (p. 3686 à 3689); Application des pouvoirs spéciaux pour prévenir certains crimes (assassinat d'Ali-Chekkal) (p. 3691); Art 2 : Amendement de M. Isorni tendant à appliquer les dispositions de la loi de mars 1956 à la métropole, caractère nécessaire et suffisant du texte gouvernemental (p. 3707); Amendement de M. Roland Dumas tendant à restreindre l'assignation à résidence à la métropole, création de centres d'internement en France ou en Algérie (p. 3709); Amendement de M. Ballanger réservant l'assignation à résidence à toute personne condamnée à plus d'un an de prison (p. 3710); Amendement de M. R. Dumas réservant l'assignation à résidence à toute personne condamnée à une peine de prison contradictoire (p. 3710); limitation des peines d'amendes à des délits insignifiants (ibid.); Amendement de M. Gayraud tendant à exclure des infractions visées à cet article, celles des articles 209 à 220 du Code pénal, ses observations sur les attentats contre des administrations fiscales (p. 3712); Amendement de M. Ballanger tendant à exclure des articles visés à l'article 2, l'article 219 du Code pénal (p. 3713); Amendement de M. Dumas prévoyant que l'assignation à résidence sera décidée par le tribunal qui prononcera la condamnation principale (p. 3715); Amendement de M. Ballanger tendant à interdire tout internement dans un lieu de détention (p. 3716); Explications de vote sur la question de confiance : Ses précisions sur l'application équitable des pouvoirs spéciaux [19 juillet 1957] (p. 3778); — sur les propositions de la Conférence des Présidents [20 septembre 1957] (p. 4273). — Présente sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [30 septembre 1957] (p. 4464). — Sa démission de *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Bourguès-Maunoury) est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

**GIRARD (M. Rosan)**, *Député de la Guadeloupe (C.)*.

Son élection est validée [30 mai 1956] (p. 2129). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [3 décembre 1957] (p. 5113).

### Dépôts :

Le 24 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le meilleur délai, à la Guadeloupe, un centre régional de cancérologie et de chirurgie spécialisée, n° 767. — Le 22 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à créer une Commission parlementaire d'enquête chargée : 1° de vérifier les conditions dans lesquelles se sont déroulées dans la commune de Saint-Louis (Marie-Galante) des élections pour la désignation d'un conseiller municipal le 1<sup>er</sup> décembre 1957; 2° de déterminer les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour assurer l'assainissement des mœurs électorales dans le département de la Guadeloupe, n° 6373. — Le 27 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à commémorer officiellement aux Antilles et à la Guyane le cent cinquante-sixième anniversaire de la mort héroïque du colonel Louis Delgrès et de ses compagnons, survenue le 28 mai 1802, au terme d'une lutte glorieuse contre les troupes du général Richepance, chargées par Bonaparte de rétablir l'esclavage à la Guadeloupe et à attribuer le nom de Fort Louis-Delgrès au Fort Richepance, n° 7206.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : *Extension de la législation métropolitaine aux salariés des départements d'outre-mer* [6 mars 1956] (p. 691, 692); *Article additionnel de M. Mondon (Augmentation des allocations familiales dans les départements d'outre-mer; application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de finances)* (p. 698). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur

une question orale sur les enquêtes administratives relatives aux distributions d'armes faites par le maire de Sainte-Anne (Guadeloupe) et sur la falsification des listes électorales du Moule (Guadeloupe) [20 avril 1956] (p. 1423). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 mai (*Validation des opérations électorales de la Guadeloupe*) [31 mai 1956] (p. 2148). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux opérations électorales du 2 janvier 1956 à la Guadeloupe [6 juillet 1956] (p. 3311). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que préconise le Gouvernement pour résoudre la crise politique, économique et sociale de la Guadeloupe en particulier et des départements d'outre-mer en général [23 octobre 1956] (p. 4278). — Prend part à la discussion : sur le procès-verbal de la séance du 26 octobre (*Discussion des propositions de loi sur la législation sociale dans les départements d'outre-mer*) [30 octobre 1956] (p. 4374); — d'une proposition de loi tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements d'outre-mer : *Conséquences possibles de la politique de discrimination pratiquée dans les départements d'outre-mer; financement du déficit éventuel des caisses de sécurité sociale* [27 novembre 1956] (p. 5129); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales dans les départements d'outre-mer : *Application nécessaire de la législation métropolitaine aux départements d'outre-mer; valeur-témoin de l'œuvre colonisatrice de la France dans les départements d'outre-mer* [27 novembre 1956] (p. 5134); *Contre-projet de M. Titeux* (p. 5136); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 45 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale des départements d'outre-mer); caractère obligatoire des dépenses d'aide sociale; faiblesse du niveau de vie dans les départements d'outre-mer; répression nécessaire de la dilapidation des deniers publics* [5 décembre 1956] (p. 5538, 5544); — des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Répercussions de l'élection à la Réunion dans tous les territoires d'outre-mer et particulièrement en Algérie* [18 février 1958] (p. 832); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE

ET SPORTS : *Pauvreté de l'enseignement dans les départements d'outre-mer; exemple de l'enseignement secondaire à la Guadeloupe; nécessité de créer des centres d'apprentissage* [8 mars 1958] (p. 1367); *Etablissement du cadastre dans les départements d'outre-mer* (p. 1372); FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN : *Situation économique des départements d'outre-mer* [10 mars 1958] (p. 1429, 1430); *Réduction des crédits de programme* (p. 1431); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Montant de la participation de l'Etat à l'aide sociale dans les D. O. M.* (p. 1463, 1464); — du projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre les dispositions d'amnistie aux départements d'outre-mer* [18 mars 1958] (p. 1644); *le retire* (ibid.). — Son rapport sur une pétition [20 mars 1958] (p. 1814). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Solidarité du destin de la démocratie française et de celui des peuples d'outre-mer; impossibilité d'une délégation de la souveraineté populaire à l'homme désigné par les factieux d'Alger; attachement des Guadeloupéens à la République qui a aboli l'esclavage* [1<sup>er</sup> juin 1958] (p. 2590, 2591).

**GIRARDOT (M. Pierre)**, Député des Basses-Alpes (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161).

### Dépôts :

Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux cultivateurs du département des Basses-Alpes, sinistrés par le gel, n<sup>o</sup> 1163. — Le 10 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever, à l'occasion de la fête nationale, les punitions que subissent des militaires, appelés ou rappelés et à arrêter les poursuites dont plusieurs d'entre eux sont actuellement l'objet, n<sup>o</sup> 2510. — Le 3 avril 1957,